

Déclaration féministe contre la violence politique sexuelle : quand ils touchent l'une d'entre nous, nous nous levons toutes !

Ces dernières années, nous avons été appelés à descendre dans les rues, sur les places, à prendre possession des lycées, des universités, à nous lever en grève et à ne pas retourner au second rang. Nous avons été des millions et notre force collective nous a permis de nous rencontrer et de ne pas nous laisser aller à nos origines et expériences diverses.

Aujourd'hui, nous lançons un cri commun contre l'impunité, contre la brutalité policière, contre le terrorisme d'État et en particulier contre la violence politique sexuelle que des centaines de filles, de femmes et de dissidents ont subie aux mains des agents de l'État. Une violence restée impunie depuis la dictature civique militaire, pendant plus de 30 ans et pendant les mois de révolte. Depuis le début de la révolte, nous avons subi des viols, des déshabillages forcés, des abus sexuels, l'exposition à des attouchements et des agressions verbales avec des insinuations sexuelles qui cherchent à nous briser, à nous humilier, à nous effrayer et à nous diminuer. Mais nous n'oublions pas : quand ils touchent l'une d'entre nous, nous nous levons toutes !

Soyons un collectif d'indignation et de résistance pour dénoncer et appeler à la solidarité internationale face à la répression que nous avons subie le jour de la Grève Générale Féministe, le lundi 8 mars. Ce jour qui est le nôtre, qui n'est pas un jour de célébration, mais de protestation, nous avons rendu présent notre droit de manifester à travers diverses formes de mobilisation et de soins entre nous toutes. Dans ce contexte, la police a répondu une fois de plus, en nous gazant, en nous réprimant, en nous arrêtant et en exerçant la violence politique sexuelle.

En tant que féministes, nous savons que la police n'a jamais pris soin de nous. Au contraire, ils constituent une menace pour nos vies. Nous demandons la dissolution de "Carabineros de Chile", une institution qui nous tue, nous mute et nous maltraite. Il ne s'agit pas d'actes isolés ; nous avons vu des violences sexuelles exercées par divers agents de l'État de manière généralisée et systématique. Nous soulignons la responsabilité de l'Etat du Chili et l'impunité absolue de ces actes qui devraient être jugés par des instances internationales. Nous insistons à nouveau sur la complicité du "Ministère de la Femme et de l'Égalité des Genres" avec cette politique de répression et d'impunité, transgressant les obligations inscrites dans les cadres internationaux tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et la Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'éradication de la violence contre les femmes "Belém do Pará". Nous n'avons pas de ministre !

Nous appelons à la formation d'un réseau plurinationnel de soins communautaires, de contention, de traitement thérapeutique et d'action judiciaire pour faire face à ces cas et dénonciations.

Face à l'injustice, nous répondons par une organisation féministe ! Plus jamais seules !

Le terrorisme d'État utilise nos corps pour montrer le pouvoir et la brutalité, pour nous discipliner et nous refuser le droit de protester. Les dommages générés ne sont pas seulement des dommages physiques et psychologiques, mais aussi des dommages au tissu social. Cela ne signifie pas que ce sont nos sœurs affectées qui doivent s'exprimer si

elles ne le veulent pas, au contraire, nous devons respecter leur position et les protéger de nouvelles violations.

Nous disons Non à l'impunité du terrorisme d'état.

Nous disons Non aux politiques de peur et de massacre de ce gouvernement.

Nous disons NON aux pratiques coloniales qui cherchent à soumettre sexuellement les filles, les femmes et les dissidents comme une arme de contrôle et de discipline.

Nous disons NON à la violence politique sexuelle.